

## LIBERTES BAFOUEES, PEUPLE BÂILLONE

### LE MASQUE DEMOCRATIQUE DE LA PREFETE DE LA VIENNE TOMBE

La préfecture de la Vienne interdisait samedi 9 mars le rassemblement et la manifestation des Gilets Jaunes à Poitiers. Samedi matin dernier, les poitevins ont découvert un centre ville sous contrôle policier. La place Notre Dame était nassée par la police qui pratiquait des fouilles systématiques. La chasse aux Gilets Jaunes était ouverte pour nous empêcher de manifester. Malgré le déploiement policier plusieurs centaines de GJ se sont rassemblés pour dénoncer la mascarade politique de Macron et la loi anticasseur. Au même titre que l'Etat d'Urgence, mis en place au nom de la lutte antiterroriste, qui avait permis l'interdiction de manifestations ou l'arrestation de militants politiques, le gouvernement et l'Etat sous couvert de lutte contre les casseurs, veulent remettre en cause un droit démocratique fondamental, celui de manifester en criminalisant encore plus le peuple qui oserait aujourd'hui descendre dans la rue.

Les raisons invoquées par la préfète pour interdire le rassemblement et la manifestation sont mensongères et calomnieuses. Première raison invoquée : *« aucune déclaration de manifestation à Poitiers n'a été déposée. Ces appels à manifester ne s'inscrivent donc dans aucun cadre légal. »* Madame la préfète, depuis des années, partis politiques et syndicats ne font aucune déclaration en préfecture. La manifestation du 8 mars pour le droit des femmes n'a pas été déclarée et n'a pas fait l'objet d'un arrêté l'interdisant. Et le 9 mars, le groupe municipal « Osons » tenait un rassemblement à la Place d'armes qui n'a pas été interdit non plus. Pourquoi ? La préfète dit vouloir *« prévenir toute atteinte à l'ordre public »* appuyant l'arrêté par un autre *interdisant « la distribution, le transport, la vente et l'achat de carburants, de produits chimiques inflammables (dans des jerricans, NDLR), artifices de divertissements ou explosifs dans le département de la Vienne.. »* De tels propos n'ont d'autres buts que de jouer sur

les peurs et de laisser entendre que les Gilets Jaunes sont violents et sont des casseurs. Il n'y a jamais eu de « casse à Poitiers » commise par les Gilets Jaunes. Et s'il y en avait eu, elle aurait été sans commune mesure avec celle de votre police l'Etat que vous représentez. C'est la police de Poitiers qui devrait faire l'objet d'un arrêté préfectoral pour l'interdire de nos manifs ou elle a déjà molesté et matraqué des GJ dont une ado de 15 ans. Oui, Madame, la préfète, nous vous accusons vous, la police de Poitiers et l'Etat de violences en groupe contre les Gilets Jaunes et le peuple travailleur en vue de porter atteinte à leur intégrité physique. Vous participez à notre répression qui est d'ailleurs dénoncée par l'ONU et l'Europe, Madame la préfète.

Nous vous accusons également de mépris de classe envers les GJ et le peuple travailleur. Vous aviez donné l'ordre de nous évacuer et de nous faire escorter par la police vers le quartier populaire des Couronneries. Doit-on comprendre que si casse il y avait eu dans ce quartier, cela posait moins de problèmes que dans le centre ville où vivent la plupart des Poitevins les plus aisés ? Voilà qui en dit long sur votre mépris vis-à-vis des milieux populaires de ces quartiers. Cela ne nous étonne guère, vous êtes la digne représentante de cet Etat aux services des grandes fortunes dont vous n'êtes que le vil serviteur.

Ne vous en déplaise, madame la préfète, les casseurs, ce ne sont pas les Gilets Jaunes mais l'Etat que vous servez. Cet Etat qui casse les services publics. Cet Etat qui fait la chasse aux pauvres et les condamne à la prison. Cet Etat qui s'en prend aux salariés en grève qui luttent contre les licenciements et la fermeture de leurs entreprises. Cet Etat qui nous fait les poches en faveur du 1% les plus riches. Cet état qui permet qu'il y ait 11 millions de pauvres et de précaires. Cet état qui permet que pour beaucoup d'entre nous le mois se finisse le 15 quand ce n'est avant. Et c'est parce que nous dénonçons justement cet Etat au service exclusif des grandes fortunes que vous avez interdit le rassemblement et la

manifestation des GJ. Vos raisons n'ont rien à voir avec la sécurité de la population. La seule sécurité que vous assurez c'est celle des milliardaires et de leur pseudo démocratie.

Mais quelle est cette démocratie que vous prétendez défendre, Madame la préfète, cette démocratie qui sur tous les frontons des édifices publics arborent le drapeau bleu blanc rouge, se réclame être le pays des droits de l'Homme et du Citoyen et dont la devise est Liberté, Egalité, Fraternité... Si la Révolution française a été indispensable pour conquérir liberté, égalité et fraternité, ce n'est ni les politiciens, ni les assemblées, ni les fonctionnaires d'Etat, ni les riches de l'époque, même quand ils n'étaient pas nobles, qui les avaient gagnées, mais le peuple dans la rues. C'est le peuple travailleur qui, comme aujourd'hui, se bat pour elles ! C'est encore le peuple auquel on dénie les libertés, l'égalité et la fraternité. La seule liberté que cette société autorise, c'est celle d'imposer la misère à ceux qui ne vivent que de leur travail, c'est d'autoriser des fortunes à se bâtir sur le dos des plus pauvres, des plus précaires, des exploités et des opprimés. L'égalité qu'ils prétendent défendre, serait celle de la loi, mais les riches ne paient pas d'impôts, les puissants ne vont pas en prison, les milliardaires ne vivent pas dans le même monde que nous. Leur fraternité, c'est celle qui fait qu'une femme enceinte perd son enfant parce qu'on a supprimé les maternités de proximité, c'est celle qui fait qu'on meurt dans la rue dans l'un des pays les plus riches du monde, c'est celle qui fait qu'Arnault, la quatrième fortune du monde, ne paie quasiment pas d'impôts ! **Liberté, égalité, fraternité sont devenus : matraques, flash balls et grenades !!!** Madame la préfète, Vous dites défendre la démocratie. Mais vous ne défendez qu'une bande de nantis protégés par leur police, leurs politiciens, leurs médias ! Oui, madame la préfète, votre masque, celui de l'Etat démocratique, tombe. Le masque de la police tombe aussi. La BAC n'est rien d'autre qu'une police politique. Et votre justice, une justice de classe qui emprisonne des manifestants alors que le

pillage des comptes publics continue au plus haut sans que personne ne soit inquiété. L'état de droit et la souveraineté nationale dont se glorifie le pouvoir, c'est seulement le droit des grandes fortunes à nous faire les poches. La souveraineté populaire ne réside ni à l'Assemblée nationale ni dans les municipalités, elle ne réside dans aucune de vos institutions ! Elle ne réside que dans le peuple qui s'assemble et se fédère. Alors reprenons, notre liberté, l'égalité et la fraternité pour notre compte et imposons les par notre lutte !

Face à la répression nos revendications sont simples

La libération de tous les incarcérés

Des réparations pour tous les blessés et les mutilés

Et la condamnation de tous les policiers violents.

Mais elles ne nous font pas oublier nos revendications qui nous ont mis en mouvement à savoir la hausse du pouvoir d'achat en augmentant les salaires, le smic, les retraites et tous les minimas sociaux pour que tout le monde puisse vivre dignement, la suppression de taxes comme la CSG, la RDS, l'abolition de la TVA sur les produits nécessaires à la vie de tous les jours, l'égalité devant l'impôt. Les grandes fortunes doivent payer !

Mais au-delà

Nous voulons notre dignité

Nous voulons notre souveraineté

Nous voulons notre liberté

Nous sommes le peuple qui souffre

Nous sommes le peuple qui se réveille

Nous sommes peuple qui s'assemble et se constitue

Nous sommes le peuple qui se fédère

Vive le pouvoir au peuple travailleur assemblé et fédéré !